

Conclusions sur le développement d'un Plan d'Action pour la mise en œuvre des inscriptions d'espèces de requins et de raies à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction par les États membres de l'aire de répartition dans la région de l'Afrique

NOUS LES REPRÉSENTANTS DES ÉTATS DE L'AIRES DE RÉPARTITION DES REQUINS ET DES RAIES DU BÉNIN, DU CAP VERT, DE LA CÔTE D'IVOIRE, DE LA GAMBIE, DU GHANA, DE LA GUINÉE, DE LA GUINÉE BISSAU, DU LIBERIA, DE LA MAURITANIE, DU NIGERIA, DU SÉNÉGAL, DE LA SIERRA LEONE ET DU TOGO :

RECONNAISSANT le rôle crucial que les requins migrateurs, considérés comme un des grands prédateurs des océans, jouent dans les écosystèmes marins et conscients de leur importance culturelle et économique dans de nombreux pays,

PRÉOCCUPÉS par le déclin continu et la mortalité importante des requins en raison des effets cumulatifs et synergiques de la perte et de la dégradation de leur habitat, du changement climatique, de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), des pêches ciblées et des prises incidentes non-durables, ainsi que du commerce international non réglementé ou illicite des parties et des produits et notamment des ailerons;

SOUTENANT les initiatives internationales existantes de conservation et de gestion des requins, y compris le Plan d'action international volontaire pour les requins de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (PAI-REQUINS), le Protocole d'accord sur la conservation des requins migrateurs signé sous les auspices de la Convention sur la Conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), les mesures adoptées par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) et les résolutions de 2007 et 2012 de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les pêches durables;

SOUTENANT la Déclaration de Casablanca de 2014 adoptée comme feuille de route pour la mise en œuvre des obligations de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) sur les requins et les raies et **CONSCIENTS** de la nécessité de faciliter sa mise en œuvre en renforçant la collaboration régionale et en définissant des mesures à prendre conjointement ;

CONSCIENTS du But 3 de la Vision de la stratégie CITES de 2008 à 2020 qui prévoit que la CITES doit s'efforcer de « *Contribuer à une réduction substantielle du rythme de l'appauvrissement de la diversité biologique et à la réalisation des buts et objectifs pertinents agréés au plan mondial en garantissant que la CITES et les autres instruments et processus multilatéraux soient cohérents et se renforcent mutuellement* ».

RECONNAISSANT l'importance du rôle de la CITES pour la conservation des espèces de requins et de raies inscrites et s'engageant à la mise en œuvre intégrale de cette Convention, un

Conclusions sur le développement d'un Plan d'Action pour la mise en œuvre des inscriptions d'espèces de requins et de raies à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction par les États membres de l'aire de répartition dans la région de l'Afrique

instrument international conçu pour régler le commerce international des espèces sauvages inscrites qui sont ou pourraient être affectées par un tel commerce.

DÉCLARENT ce qui suit comme étant des objectifs prioritaires à court et moyen terme pour assurer et renforcer la mise en œuvre des inscriptions de requins et de raies à la CITES dans les pays énumérés ci-dessus;

S'ENGAGENT à mettre en œuvre les actions énumérées en collaboration avec les partenaires internationaux et les parties prenantes intéressées dès que possible et tenant compte du fait que les inscriptions prendront effet en septembre 2014;

SOLLICITENT un soutien financier, scientifique, et tout autre soutien nécessaire auprès de la communauté internationale et des parties prenantes intéressées pour la mise en œuvre des actions prioritaires.

PRIENT URGEMMENT les donateurs de s'engager à fournir un soutien à la mise en œuvre de ces actions.

Objectif 1. Veiller à ce que les autorités nationales pertinentes de la région aient une bonne compréhension des obligations de la CITES et de leur mise en œuvre

- 1.1. Mettre à disposition de toutes les autorités nationales compétentes (par exemple, les autorités en charge de la CITES, de la pêche, des ports, des douanes, de la lutte contre la fraude maritime, Interpol, et les autorités judiciaires) des informations sur les obligations de l'Annexe II de la CITES pour les espèces marines et sur les obligations relatives à l'Introduction en provenance de la mer en fonction des besoins.
- 1.2. Élaborer des procédures et développer des formations sur la voie à suivre pour émettre les avis de commerce non préjudiciable pour les espèces de requins et de raies inscrites à la CITES.
- 1.3. Élaborer des outils et un guide de ressources pour la formation du nouveau personnel sur les obligations de la CITES.

Conclusions sur le développement d'un Plan d'Action pour la mise en œuvre des inscriptions d'espèces de requins et de raies à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction par les États membres de l'aire de répartition dans la région de l'Afrique

- 1.4. Élaborer des politiques et des procédures pour assurer la collaboration entre toutes les autorités gouvernementales pertinentes, y compris celles chargées de la CITES, de la pêche, des ports, des douanes et de la lutte contre la fraude maritime, sur la mise en œuvre et l'application de la CITES avec un accent particulier sur les sites de débarquement, les frontières et les marchés où les produits de requins et de raies sont débarqués et commercialisés.
- 1.5. Former le personnel et les autorités impliquées dans la mise en œuvre et l'application de la CITES, et notamment le personnel des autorités chargées de la CITES, de la pêche, des ports, des douanes, de la lutte contre la fraude maritime et les autorités judiciaires.

Objectif 2. Obtenir une identification correcte des espèces de requins et de raies inscrites à la CITES et des outils d'identification des espèces de requins et des raies au moment de la capture et du débarquement, et une fois dans le commerce.

- 2.1. Élaborer/distribuer des guides d'identification des requins et des raies et œuvrer à l'établissement de rapports normalisés sur les espèces de requins et de raies débarqués dans les livres de bord et les autres registres.
- 2.2. Développer des méthodes pour identifier les produits et les parties d'espèces de requins inscrites à la CITES qui seront exportés ou importés (guides d'identification des ailerons, autres guides d'identification nécessaires, techniques d'identification génétique)
- 2.3. Former le personnel pertinent à l'utilisation des guides et des techniques d'identification.

Objectif 3. Revoir et mettre à jour la législation et les réglementations nationales pertinentes à la mise en œuvre de la CITES.

- 3.1. Revoir les législations et réglementations nationales afin de déterminer si:
 - les espèces de requins et de raies inscrites à la CITES sont capturées en quantités durables ou protégées si nécessaire dans les endroits où elles sont pêchées
 - ces dispositions sont conformes aux ORGP et autres mesures régionales ou internationales des organismes de pêche
 - les sanctions et les peines prévues par ces dispositions sont suffisamment dissuasives et harmonisées au niveau régional le cas échéant.

Conclusions sur le développement d'un Plan d'Action pour la mise en œuvre des inscriptions d'espèces de requins et de raies à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction par les États membres de l'aire de répartition dans la région de l'Afrique

- 3.2. Identifier les cas où la législation et les réglementations nationales doivent être mises à jour, sur la base d'un examen, et effectuer la mise à jour si nécessaire.

Objectif 4. Améliorer la mise en œuvre des obligations de la CITES par des procédures de suivi, la collecte de données, la communication des données et la recherche scientifique.

- 4.1. Améliorer la collecte des données normalisées et l'établissement de rapports sur ces données sur les espèces inscrites à la CITES et les autres espèces de requins et de raies qui sont capturées et débarquées pour aider les Parties à la CITES à émettre les avis nécessaires à l'exportation des espèces de requins inscrites à la CITES.
- 4.2. Développer un système de chaîne de garde ou de traçabilité pour effectuer le suivi des produits d'espèces de requins et de raies inscrites à la CITES de la capture à l'exportation.
- 4.3. Élaborer des codes de douane/tarifaires régionaux et harmonisés spécifiques aux espèces pour les espèces de requins et de raies inscrites à la CITES et améliorer le prélèvement des données sur le commerce des espèces de requins et de raies inscrites à la CITES et des autres espèces de requins et de raies.
- 4.4. Développer une approche régionale harmonisée pour la délivrance des avis d'acquisition légale pour les espèces de requins et de raies inscrites à la CITES (origine et approvisionnement légaux) en tenant compte des mesures de l'État du port.
- 4.5. Effectuer des évaluations des stocks et des risques écologiques pour les espèces de requins et de raies inscrites à la CITES.
- 4.6. Élaborer des protocoles lorsque c'est nécessaire pour partager les données relatives aux stocks partagés.
- 4.7. Instaurer un laboratoire régional d'analyses d'ADN.

Objectif 5. Renforcer au niveau régional la lutte contre la fraude, la coopération, et la coordination relatives à la mise en œuvre des obligations résultant des inscriptions des requins à la CITES.

- 5.1. Renforcer et coordonner les efforts de lutte contre la fraude relatifs aux requins et aux raies à travers, entre autres, la conduite d'opérations de lutte contre la fraude conjointes, la création d'un réseau régional de lutte contre la fraude permettant de renforcer la collaboration régionale entre les autorités de contrôle et le partage des ressources, etc.

Conclusions sur le développement d'un Plan d'Action pour la mise en œuvre des inscriptions d'espèces de requins et de raies à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction par les États membres de l'aire de répartition dans la région de l'Afrique

- 5.2. Coordonner les demandes régionales de financement pour le renforcement des capacités par le Secrétariat de la CITES et les autres sources.
- 5.3. Travailler avec les ORGP pour renforcer les mesures de conservation et de gestion des espèces de requins et de raies inscrites à la CITES afin compléter les inscriptions CITES en aidant à garantir que les captures soient légales et non préjudiciables à la survie des espèces.
- 5.4. Travailler à la réduction des prises accessoires des espèces de requins et de raies inscrites à la CITES dans les pêcheries ciblant d'autres espèces marines.

Objectif 6. Promouvoir la durabilité des espèces de requins et de raies protégées par des activités ciblées de communication, d'éducation et de sensibilisation du public.

- 6.1. Lancer une campagne d'information du public sur les espèces de requins et de raies qui sont en danger ou menacées (menaces, statut de protection, mesures à prendre pour réduire les menaces).
- 6.2. Lancer une campagne d'information du public sur la coupe des ailerons et l'impact du commerce international des ailerons des espèces de requins et de raies dans la région d'Afrique.
- 6.3. Lancer une campagne d'information du public sur les inscriptions à la CITES, les obligations CITES et les obligations législatives/réglementaires actualisées avec un accent particulier sur les pêcheurs, les grossistes et les commerçants.
- 6.4. Développer un curriculum sur la CITES et des formations des formateurs pour garantir que les questions de la pêche et de la conservation des espèces sauvages soient couvertes par exemple dans le cadre des études sociales et des autres cours pertinents.